



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/AC.23/2002/2/Corr.1
13 juin 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Quatrième réunion du Groupe de travail à composition
non limitée en vue de la Conférence ministérielle
de la CEE sur le vieillissement
(1^{er}-5 juillet 2002, Genève, Suisse)

**Stratégie régionale d'exécution du Plan d'action international
de Madrid sur le vieillissement, 2002**

(Paragraphe en suspens du projet consolidé)

2. Le vieillissement de la population dans la région de la CEE-ONU modifiera encore davantage le rapport entre les personnes qui n'ont pas un emploi rémunéré et celles qui en ont un. Cette tendance continuera à être une source de préoccupations quant à la viabilité financière des systèmes de protection sociale en général et des régimes des pensions en particulier. Dans ce contexte, les questions économiques fondamentales qui se posent sont de savoir (*Suisse*: ~~comment transférer des ressources des actifs aux passifs et si ce transfert sera suffisant pour ne pas imposer un fardeau excessif aux premiers,~~ **d'une part, comment opérer un partage équitable et durable des ressources entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas et, d'autre part, comment garantir des taux de rendement suffisants dans le cadre des régimes de sécurité sociale fondés sur la capitalisation**). En général, il est plus facile de résoudre les questions de répartition et de transfert lorsque les ressources disponibles s'accroissent à un rythme suffisant. Il importe donc de tout mettre en œuvre pour relever les taux tendanciels de la croissance économique et de la productivité dans la région de la CEE, tout en veillant à ce que la croissance soit viable des points de vue environnemental et social. L'accélération de la croissance économique n'entraînera pas automatiquement des effets redistributifs suffisants mais, accompagnée de mesures stratégiques ambitieuses pour répondre au vieillissement de la population, elle permettra de relever beaucoup plus facilement les défis de cette évolution démographique majeure. (**Texte approuvé, sauf la troisième phrase, qui est en suspens**)

(Suisse: D'après le texte du paragraphe 3, la croissance économique devrait être équitable et durable. Cette précision devrait figurer dans l'intitulé de l'engagement. Compte tenu des confusions possibles, des termes comme croissance et durabilité devraient être définis dans la Stratégie. La Suisse proposera un texte.)

3. Par elle-même, la croissance ne suffit pas à remédier aux questions de répartition que pose le vieillissement de la population, pas plus qu'elle ne garantit des résultats socialement acceptables. Les responsables de l'action gouvernementale ne devraient pas oublier que les bénéfices de la croissance doivent être partagés le plus largement possible. C'est la raison pour laquelle depuis quelques années le débat porte sur une croissance équitable et durable (*La Suisse entend proposer un autre texte, ainsi libellé: car, en d'autres termes, il ne faudrait pas, d'une part, que le résultat de la croissance porte en quelque façon que ce soit préjudice à des individus ou à des groupes de la population et que, d'autre part, les avantages à long terme ainsi que les potentiels pour la majorité de la population soient remis en question par la recherche d'avantages à court terme pour une petite minorité. On estime par conséquent que la croissance économique devrait assurer le plein emploi, l'élimination de la pauvreté, la stabilité des prix, et des balances des paiements en équilibre et viables afin que les avantages profitent à toute la population, plus spécialement aux pauvres*). De plus, il est incontestable que des politiques axées sur la santé et l'éducation, la lutte contre la pauvreté et la création de dispositifs de protection sociale contre les effets des perturbations économiques améliorent les perspectives de croissance. Les politiques sociales et sanitaires au cours des prochaines années devront tenir compte du nécessaire développement de services de santé et de services sociaux intégrés pour les personnes âgées, ainsi que du financement des prestations, ce qui exige une croissance économique soutenue. Toutes ces variables agissent cependant les unes sur les autres au fil du temps et il importe donc que les pouvoirs publics interviennent sur un large front – notamment au niveau macroéconomique. (*UE: Il faudrait indiquer ici que le vieillissement de la population n'est pas la cause principale du renchérissement du coût des soins de santé.*) **(Le texte est approuvé, sauf les 3^e et 4^e phrases, qui sont en suspens.)**

(Bélarus, Fédération de Russie:

3 bis Les différences qui existent actuellement entre (*États-Unis: sans objet en français*) la situation macroéconomique et les capacités de la partie occidentale de la région et les pays en transition, en particulier ceux qui ne sont pas candidats à l'adhésion à l'UE (*États-Unis: sans objet en français*) exigent que les réformes d'orientation (*États-Unis: qui bénéficient du soutien de la communauté internationale économique et sociale*) dans (*États-Unis: sans objet en français*) ces pays (*États-Unis: privilégient davantage la dimension sociale et*) répondent aux (*Malte: sans objet en français*) problèmes de leurs sociétés vieillissantes. (*UE: déplacer ce texte vers l'engagement 10*) **(en suspens).**

4. Reconnaisant l'interdépendance entre les politiques sociales et économiques, on devrait réexaminer l'orientation actuelle des politiques macroéconomiques dans la région en vue, d'une part, de mieux harmoniser la politique budgétaire et la politique monétaire et, d'autre part, d'accorder plus de poids aux objectifs de croissance et d'emploi. (*U.E: fournira un autre texte, ainsi libellé: Par la politique budgétaire, on devrait s'efforcer de stabiliser l'économie et d'améliorer les fondements de la croissance économique en se dotant d'une stratégie à moyen terme de dépenses consacrées aux infrastructures, à l'éducation, à la formation, à la R-D, etc. La politique monétaire devrait être centrée sur les taux d'inflation*

sous-jacents et jouer un rôle anticyclique en assignant au taux d'inflation une fourchette assez large pour être crédible et favorable à la croissance économique. (en suspens)

5. (*États-Unis: Se réservent le droit de revoir les passages du présent paragraphe qui font référence à l'aide internationale*). Il faut revoir les stratégies (*Fédération de Russie: nationales et internationales*) de réforme économique dans les pays en transition afin (*Fédération de Russie: d'éliminer la pauvreté, en particulier chez les personnes âgées. de comprendre pourquoi il existe de telles différences régionales entre eux*) (*Fédération de Russie: Il faudrait renforcer le niveau et l'efficacité de l'aide internationale dans ce domaine. et d'accroître le niveau et l'efficacité de* (*République tchèque, UE: l'aide internationale occidentale.*)) (*République tchèque: Il faudrait que l'aide internationale s'attache à réduire les coûts sociaux des réformes et encourage la création d'institutions opérantes pour l'économie de marché et les nouvelles démocraties.*) (*Fédération de Russie, UE: Une action résolue en faveur d'un cadre économiquement efficace et de structures institutionnelles qui contribuent à une concurrence loyale et obvient à la corruption* (*République tchèque: encouragera devrait garantir*) (*Fédération de Russie: pourrait faciliter*) **une augmentation des investissements et pourrait ainsi enclencher une dynamique de croissance** ~~Il faut remédier aux faiblesses institutionnelles propices à la corruption et aux autres pathologies sociales qui découragent l'investissement et minent la croissance, en particulier dans les pays qui ne sont pas candidats à l'adhésion à l'UE.~~ (*République tchèque: déplacer*) Il faudrait (*États-Unis, UE: intensifier l'aide occidentale pour contribuer à réduire* **que l'aide** (*UE: occidentale internationale*) **s'attache**) (*Fédération de Russie: supprimer la phrase*) (*Voir les observations n^{os} 4 et 5 des ONG*) à réduire les coûts sociaux des réformes et encourageant la création d'institutions opérantes pour l'économie de marché et les nouvelles démocraties. (**en suspens**)

5 bis (*États-Unis: Se réservent le droit de revoir la formulation*) (*UE: fournira un texte*) **Les principaux objectifs fixés dans le cadre de cet engagement devraient correspondre à ceux du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement 2002, à savoir la sensibilisation aux avantages d'une participation des personnes âgées. (*États-Unis: sans objet en français*) à la population active et l'élimination des obstacles et de la discrimination fondés sur l'âge dans le recrutement et l'emploi des travailleurs âgés. (*États-Unis: sans objet en français*) Pour accroître la participation des personnes âgées à l'économie (*États-Unis: sans objet en français*), il faut notamment créer des (*États-Unis: créer encourager la création d')* **emplois à leur intention**) (*États-Unis: , notamment*) **en luttant contre les pratiques discriminatoires des employeurs et autres obstacles.**) (**en suspens**)**

7. (*Malte, Norvège: réservent leur position en ce qui concerne la deuxième phrase*) Il est par ailleurs possible d'augmenter le nombre des actifs en favorisant une augmentation des taux d'activité chez les femmes et les hommes âgés. Rapprocher l'âge effectif de la retraite de (*UE: l'âge ouvrant droit au versement d'une pension*) de celui envisagé actuellement par la législation de différents pays pourrait rendre inutile une modification (*UE: de l'âge ouvrant droit au versement d'une pension dans les régimes légaux de pension vieillesse de l'âge légal de départ à la retraite*). Il faudrait prendre des mesures, comme l'amélioration des possibilités d'emploi à temps partiel ou d'emploi temporaire, afin de répondre aux besoins des personnes âgées en matière d'emploi. (**en suspens**)

9. La migration de travail de l'étranger peut parfois aider à remédier à une pénurie particulière de main-d'œuvre ou de qualifications, mais elle ne doit pas être considérée comme une solution au problème du vieillissement de la population. C'est incontestablement un élément dont il faut tenir compte lorsque l'on met au point des stratégies adaptées de croissance économique et de plein emploi. Toutefois, si l'on encourage fortement l'immigration d'une main-d'œuvre très qualifiée, il faut s'attendre que les travailleurs proviennent en grande partie de pays qui pourraient difficilement se permettre de se passer de leur contribution au processus de développement. Les politiques des migrations devraient être fondées sur une analyse globale des intérêts économiques, sociaux et régionaux. (*L'UE se réserve le droit d'ajouter un autre texte sur les droits de l'homme des migrants*) (**en suspens**)

(États-Unis, Russie: Réduire sensiblement les taux de chômage en Europe, en particulier pour les jeunes);(Canada, États-Unis: Réduire sensiblement les taux de chômage (Canada: en Europe), en particulier pour les jeunes pour les groupes vulnérables.)

(Secrétariat, autre formulation: Réduire sensiblement les taux de chômage, en particulier pour les groupes vulnérables) (en suspens**)**

11. (*Canada, États-Unis: Le secrétariat fournira une autre formulation*) (*États-Unis, Russie: supprimer le paragraphe*) (*Russie: déplacer la première phrase vers l'introduction*) Le chômage est un gaspillage social et une tragédie personnelle pour ceux qui en souffrent, mais le problème est particulièrement aigu parmi les jeunes chez lesquels les taux de chômage sont actuellement très élevés. Les jeunes qui connaissent le chômage au sortir de l'école risquent donc d'être handicapés à vie. (*Lettonie: Une réduction tangible du chômage des jeunes suppose l'adoption d'activités préventives, telles que l'orientation professionnelle dès l'enseignement primaire et le soutien de l'État aux étudiants qui veulent suivre un enseignement universitaire en encourageant plus particulièrement ceux issus de régions moins développées.*) Il faut déclarer que l'apprentissage constitue (*Norvège: la principale voie d'acquisition de la plupart des*) **un important complément pour acquérir** qualifications nécessaires pour obtenir un emploi stable (*Russie: déplacer vers l'engagement relatif à l'éducation: Tous les jeunes doivent sortir de l'école avec un niveau d'études plus élevé. En période de faible croissance ou de ralentissement économique, les politiques doivent combattre plus énergiquement le chômage des jeunes.*) (**en suspens**)

12. Améliorer les services de soins et introduire des arrangements permettant à tous les travailleurs, femmes et hommes, de concilier plus facilement travail et responsabilités familiales. Supprimer les obstacles qui empêchent ou dissuadent de travailler plus longtemps, notamment les incitations à la retraite anticipée, promouvoir la réadaptation des travailleurs handicapés et leur réintégration dans la population active, fournir une meilleure formation aux travailleurs âgés et adopter des mesures contre la discrimination fondée sur l'âge. Revoir les obstacles fiscaux et autres qui empêchent les retraités d'exercer un emploi à temps partiel ou temporaire. Améliorer, par le biais de la politique économique et d'incitations, les perspectives d'emploi des personnes vivant dans des zones rurales reculées, notamment en encourageant la formation et l'apprentissage à distance. (*États-Unis: examiner la possibilité d'insérer ce paragraphe dans le paragraphe 11 reformulé*) (**le texte est approuvé, sauf la dernière phrase, qui est en suspens**)

*Relever l'âge moyen effectif de départ à la retraite (Fédération de Russie: supprimer cet objectif) (**en suspens**)*

13. (*Fédération de Russie: supprimer ce paragraphe*), (*États-Unis: Redoubler d'Encourager les efforts*) (*États-Unis: sans objet en français*) pour que les personnes âgées aient davantage de possibilités de demeurer sur le marché du travail, par exemple grâce à des programmes de retraite à la carte ou graduels et en permettant un accès effectif à la formation permanente (*États-Unis: . afin de relever progressivement l'âge moyen de départ effectif à la retraite.*) (*UE: reformuler le paragraphe 13 à la lumière du libellé du paragraphe 8 qui a été accepté.*) **(en suspens)**

(*Suisse, UE*):

13 bis Faire en sorte que les structures du marché du travail et les politiques économiques, ainsi que les systèmes de protection sociale permettent aux travailleurs âgés d'exercer une activité économique et les y encouragent véritablement, et que les travailleurs ne soient pas incités à prendre une retraite anticipée ni pénalisés lorsqu'ils restent en activité (*Norvège: au-delà de l'âge normal de la retraite*) (*Présidence: au-delà de l'âge ouvrant droit au versement d'une pension aussi longtemps qu'ils le souhaitent*) (*Malte: marque une préférence pour un autre texte que celui proposé par la présidence*) (*République tchèque: après avoir atteint l'âge de départ à la retraite*) et que les régimes de retraite, ainsi que l'organisation du travail facilitent la possibilité d'une retraite graduelle. (*Malte: La retraite ne devrait pas être considérée comme un stade de la vie qui empêche un retraité de continuer à être créatif et en mesure d'apporter sa contribution à la société. Lorsqu'une personne choisit de prendre sa retraite, aucun effort ne devrait être épargné pour promouvoir une transition harmonieuse et progressive d'un type de vie à l'autre.*) **(en suspens)**

TROISIÈME ENGAGEMENT

(*UE: autre titre proposé: AJUSTER LES SYSTÈMES DE PROTECTION SOCIALE FACE À L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE EN COURS ET AUX CHANGEMENTS PRÉVUS*) (*Norvège, Suisse: RENFORCER RÉFORMER*) LES SYSTÈMES DE PROTECTION SOCIALE FACE À L'ÉVOLUTION (*Fédération de Russie, Suisse: SOCIO*) DÉMOGRAPHIQUE EN COURS ET AUX CHANGEMENTS PRÉVUS (*Voir l'observation n° 17 des ONG*) **(en suspens)**

15. On considère généralement que les systèmes de protection sociale protègent les individus et leur famille contre les risques et les conséquences du chômage, des graves problèmes de santé, de la pauvreté et des autres aléas de l'évolution économique au cours de la vie de l'individu. (*Suisse: Ils peuvent également contribuer au (à la garantie du) maintien d'un revenu approprié et à la protection des droits sociaux de tous les groupes de la population.* D'une manière plus générale, ces systèmes traduisent les grandes valeurs politiques et sociales de justice sociale et de solidarité qui fixent les limites de l'inégalité ou du dénuement qu'une société ne peut tolérer de voir dépasser, ainsi que les théories sociales sous-jacentes qui amènent à décider si l'intervention de l'État permet d'instaurer la justice (*UE: sociale*) (*UE: ou non* ou si au contraire elle s'y oppose). (*UE: La viabilité financière des régimes de (Malte: sécurité protection) sociale devrait être garantie, compte tenu du vieillissement démographique.*) (*États-Unis, autre texte proposé pour la dernière phrase: Des mesures devraient être prises pour garantir la viabilité financière des régimes de sécurité sociale face au vieillissement démographique.*) **(en suspens)**

16. Dans la plupart des pays, les systèmes (UE: **de sécurité sociale**) (Malte: **de protection sociale**) font face à des (UE: **défis problèmes**) identiques. Les divers types de régimes de prestations – assurance sociale (financée par les cotisations, sans y être toutefois directement reliée), prestations universelles, prestations subordonnées à une condition de ressources – influent différemment sur le comportement tant des bénéficiaires que de leurs employeurs. Pour faire face aux effets économiques du vieillissement de la population, il est souhaitable de mettre en place des régimes – éventuellement multiples – qui favorisent l’activité tout en assurant la protection des groupes les plus faibles de la société. La sécurité sociale se heurte à de nombreuses difficultés pour s’adapter aux changements dans la famille, à la précarisation du travail et, bien entendu, à l’évolution de la pyramide des âges. En outre, la mondialisation empêche les régimes nationaux de s’adapter avec la rapidité et l’ampleur nécessaires: elle renforce certes la pression de la concurrence sur les pays qui ont des régimes relativement généreux, mais en revanche l’efficacité de son régime de sécurité sociale peut aider un pays à s’adapter plus facilement à l’évolution mondiale (UE: **, en reconnaissant que la protection sociale doit être considérée comme un facteur productif**). Les réformes posent aux pays en transition des problèmes particulièrement complexes, non seulement en raison de leur manque de ressources, mais aussi du fait de la structure de leur économie (nombreux travailleurs indépendants dans l’agriculture, par exemple) et du transfert de la plupart des fonctions de protection sociale du secteur privé à l’État. (en suspens)

18. Les systèmes de protection sociale doivent s’étendre à tous les groupes sociaux, des très jeunes aux très âgés, car c’est là un élément essentiel de leur mission, qui est de promouvoir la justice sociale et la solidarité. Les pouvoirs publics doivent s’efforcer de développer les capacités des jeunes et des personnes en âge de travailler et de favoriser leur insertion sociale par le biais de l’activité. Ils doivent assurer aux personnes âgées et à celles qui n’ont pas d’emploi un niveau de vie qui leur permette de conserver le respect d’elles-mêmes et leur dignité. (Suisse: **Il existe donc un droit universel à un revenu de base adéquat pour les personnes âgées.**) (États-Unis: *Le libellé de la dernière phrase n’est pas acceptable*) (Malte, UE, autre libellé proposé: **Cela implique, en particulier, l’objectif de garantir un revenu minimum suffisant aux personnes âgées.**) (États-Unis: **Les systèmes de sécurité sociale ne devraient pas pénaliser le mariage ou encourager l’éclatement des familles par des mesures financières dissuasives.**) (UE: *Il faudrait envisager de déplacer la phrase pour l’insérer à la suite de l’objectif suivant.*) (République fédérale de Yougoslavie: **Pour être efficace et répondre aux besoins de l’ensemble de la population, le système de protection sociale devrait être adapté et pouvoir compter sur un volume important d’emplois et d’aides financières.**) (en suspens)

(Suisse, nouvel objectif:

Mettre en place ou développer un cadre réglementaire pour la constitution de pensions professionnelles et privées.

18 bis Pour tenir compte du rôle toujours plus important que joue le secteur privé en matière de sécurité sociale, il faudrait mettre en place ou développer un cadre réglementaire pour la constitution de pensions professionnelles et privées afin de minimiser les incidences négatives de défaillances du marché et d’offrir une meilleure garantie de ressources pendant la vieillesse.)

*Accorder une attention particulière à la protection sociale des femmes (République tchèque: **et des hommes**) tout au long de leur vie (en suspens)*

20. Il faudrait veiller à ce que l'égalité de traitement des hommes et des femmes soit garantie dans les systèmes de protection sociale et que ces systèmes offrent de meilleures possibilités de concilier travail et responsabilités familiales tout au long de la vie. Il faut être particulièrement attentif à la condition des (~~AISS, femmes~~ **prestataires de soins qui réduisent ou interrompent leurs activités professionnelles pour élever des enfants ou prendre soin de membres de la famille et qui, de ce fait, se retrouvent souvent dans une situation financière précaire quand arrive la vieillesse.**) (*Autre texte: (UE: des membres de la famille qui beaucoup) interrompent leurs activités professionnelles (UE: rémunérées) pour élever des enfants ou prendre soin de membres de la famille et qui, de ce fait, souffrent d'une réduction de leur droit à une pension de retraite; (UE: d'autres et des personnes qui) se consacrent (UE: entièrement) à des tâches ménagères non rémunérées et au soin des enfants et autres proches. Les deux groupes sont souvent exposés à une situation financière précaire pendant la vieillesse.)* Les politiques visant à atténuer ces *problèmes* pourraient prévoir notamment des arrangements de congés spéciaux pour les parents qui travaillent et autres prestataires de soins ou d'autres mesures de soutien, comme des services de placement temporaire. (**texte approuvé, sauf la deuxième phrase, qui est en suspens**)

QUATRIÈME ENGAGEMENT

(~~UE: AMÉLIORER LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE DES PERSONNES ÂGÉES~~) (*Malte, Norvège, UE: S'EFFORCER D'ASSURER LA QUALITÉ DE LA VIE À TOUT ÂGE ET LE MAINTIEN D'UNE VIE INDÉPENDANTE, Y COMPRIS LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE, PAR LE BIAIS DE SERVICES SOCIAUX ET DE SERVICES DE SANTÉ*) (*États-Unis: AMÉLIORER LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE DES PERSONNES ÂGÉES EN GARANTISSANT LE BÉNÉFICE D'UNE GAMME COMPLÈTE DE SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX*) (*Suisse: ASSURER LA QUALITÉ DE LA VIE À TOUT ÂGE ET UNE VIE INDÉPENDANTE ET EN BONNE SANTÉ*) (*République tchèque: ENCOURAGER UNE VIE Saine ET INDÉPENDANTE DES PERSONNES ÂGÉES*) (*Malte appuie la modification du titre proposée par l'UE. Il est également proposé d'insérer le membre de phrase «Assurer la qualité de la vie et» au début du titre. Celui-ci se lirait ainsi: ASSURER LA QUALITÉ DE LA VIE ET LE MAINTIEN D'UNE VIE INDÉPENDANTE, Y COMPRIS LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE, PAR LE BIAIS DE SERVICES SOCIAUX ET DE SERVICES DE SANTÉ*) (**en suspens**)

21. Une bonne santé est un atout individuel vital, et un haut niveau général de santé de la population est essentiel pour la croissance économique et le développement des sociétés. Dans ce contexte, l'objectif à long terme des politiques de santé dans la région de la CEE-ONU devrait être de veiller à ce que la longévité aille de pair avec le niveau de santé le plus élevé pouvant être atteint et que l'OMS a défini comme étant «l'état de bien-être physique, mental et social total, et non pas simplement l'absence de maladie ou d'infirmité». Les politiques devraient promouvoir une bonne santé durant toute la vie, en réduisant les facteurs de risque, notamment les risques environnementaux, liés aux principales maladies, en particulier les maladies chroniques et non transmissibles, par le biais de la promotion de la santé et des activités de prévention des maladies, en offrant en permanence des services de santé et des services

sociaux de qualité, d'un prix abordable et accessibles à tous. De telles politiques accroîtront la qualité de la vie et permettront aux personnes âgées de continuer à apporter leur contribution à la société. Les personnes âgées en bonne santé sont une ressource pour leur famille, leur communauté et leur économie. Seule une approche globale et prenant en compte toute la durée de la vie permettra d'atteindre ces objectifs (UE: qui intègre les facteurs physiques, mentaux, sociaux, spirituels et écologiques) (États-Unis, Malte, Saint-Siège: réservent leur position pour ce qui est de la mention des facteurs spirituels). Les personnes âgées, surtout celles qui sont tributaires de soins, doivent être associées étroitement à la conception, à la mise en œuvre, à l'exécution et à l'évaluation des politiques et programmes visant à améliorer la santé et le bien-être de populations vieillissantes. (**texte approuvé sauf la référence aux facteurs spirituels, qui est en suspens**)

(Les ONG souhaitent insérer dans le document le membre de phrase ci-après: «et en luttant contre l'abandon, les mauvais traitements et les violences dont sont victimes les personnes âgées»).

22. En tenant compte des éléments qui déterminent l'état de santé, on peut dire que des facteurs tels que les conditions économiques, sociales et environnementales (Malte, Saint-siège: et spirituelles) permettent de prédire de manière assez sûre comment se portent les individus et les populations. Par exemple, la façon dont les politiques sont formulées, notamment dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture, des transports, des finances, de la fiscalité, de la protection des consommateurs, du logement, de l'éducation, de l'emploi, de la protection sociale, a de profondes conséquences sur la santé et le bien-être. Les améliorations intervenues dans la situation économique et sociale des personnes âgées ont notamment des effets bénéfiques sur leur santé et leur bien-être. (**texte approuvé, sauf référence aux facteurs spirituels, qui est en suspens**)

23. Pour répondre aux besoins de populations vieillissantes, notamment des handicapés (États-Unis: âgés), il est indispensable que les services sociaux et sanitaires mettent davantage l'accent sur la promotion de la santé (Malte: et de la rééducation) et la prévention des maladies, dans une perspective positive et permanente de la santé. (États-Unis: supprimer la phrase qui va suivre). Les soins doivent être dispensés progressivement (OMS: il faudrait trouver un autre mot que «progressivement») (accès aux deux niveaux) du secteur des soins primaires aux secteurs des soins secondaires et tertiaires, en utilisant pleinement les compétences de tous les dispensateurs de soins de santé (UE: primaires). (États-Unis: il convient de mentionner ici les personnes âgées handicapées et la rééducation: un texte dans ce sens sera présenté) (**en suspens**)

(Suisse: et dont la propre protection sociale est assurée de façon adéquate: ce membre de phrase sera reporté dans le texte correspondant à l'engagement en matière de protection sociale)

23 *ter* Les personnes âgées devraient, chaque fois que possible, avoir le droit de choisir entre différents types de soins (Malte: de longue durée). L'évaluation gériatrique et gérontologique est un instrument efficace pour déterminer s'il y a lieu de placer la personne âgée en établissement. (Malte, États-Unis: Lorsque le placement en établissement est inévitable, il est indispensable de protéger la dignité et la personnalité de l'intéressé.) (Suisse: Les pouvoirs publics et tous les intervenants doivent prendre une série de mesures pour assurer l'autonomie

des personnes âgées.) (*Russie*: Le patient ou son représentant légal doit donner ...)
(*Saint-Siège*: Souligner le rôle de la famille dans la décision de placer une personne âgée dans un établissement) (**UE: texte approuvé, sauf passage entre crochets, qui est en suspens**)

(*UE*: ajouter un nouveau paragraphe:

25 ter Appuyer la fourniture de soins palliatifs et leur intégration dans des soins de santé complets. À cette fin, mettre au point des normes de formation aux soins palliatifs, et encourager tous les prestataires de soins palliatifs à adopter des méthodes multidisciplinaires. Il est nécessaire de créer et d'intégrer des services en établissement et des services à domicile et de renforcer l'interdisciplinarité et la formation spécifique aux soins palliatifs dans toutes les professions concernées.) (*États-Unis*: **réserve sa position concernant la mention des soins palliatifs, dans le présent paragraphe et les paragraphes suivants; texte approuvé**)

26. S'il importe de dispenser des connaissances, des informations et une éducation sanitaire à tout âge, cela vaut encore plus pour la vieillesse. On constate que l'adoption d'un comportement bon pour la santé, par exemple un régime alimentaire sain et suffisant et la pratique d'une activité physique, est souvent entravée par l'environnement physique, social, économique ou culturel qui détermine les choix des individus, des groupes et des communautés locales. Le tabagisme, une mauvaise alimentation, la consommation excessive d'alcool (*États-Unis*, *UE*: **la toxicomanie**) (*Norvège*: **réserve sa position sur la référence à «la toxicomanie»**) et l'absence d'activité physique sont nuisibles à la santé à tous les âges et leurs effets néfastes se cumulent dans la vieillesse. Il n'est jamais trop tard pour adopter un mode de vie sain. La pratique d'une activité physique appropriée, une bonne alimentation, l'abstention du tabac et la consommation d'alcool avec modération ou pas du tout peuvent prévenir la maladie et la baisse des capacités fonctionnelles, étendre la longévité et améliorer la qualité de vie. Les décideurs doivent reconnaître les risques que présente un mode de vie malsain et prendre des mesures multisectorielles afin de prévenir ces risques. On néglige souvent l'importance d'un mode de vie sain, question dont doivent s'occuper les décideurs, les spécialistes de la communication et le grand public, d'autant plus que les personnes âgées sont souvent un modèle pour les jeunes générations. (**en suspens**)

(*Malte*, *UE*:

Les gouvernements doivent encourager la sécurité d'emploi des médicaments, des produits chimiques ménagers et d'autres produits (*États-Unis*: **potentiellement dangereux**) **en obligeant les fabricants à présenter les avertissements nécessaires et à indiquer un mode d'emploi clair**) (*États-Unis*: **se réserve le droit de revoir cette phrase**)

(*UE*:

27 bis Outre les facteurs individuels, la santé se heurte à d'autres obstacles provenant de conditions de travail et d'un environnement défavorables et pathogènes. Il faut concevoir à tous les niveaux, et ceci inclut notamment les pouvoirs publics, les associations d'employeurs, les syndicats et les services sanitaires, des politiques et des programmes mettant l'accent sur des conditions de travail saines permettant à tout travailleur de jouir d'une meilleure santé et de travailler plus longtemps. (*Russie*: **texte approuvé sauf une réserve quant à la pertinence de la position actuelle**)

(*États-Unis, Saint-Siège, Malte: supprimer le texte qui va suivre*) (*UE: placer la mention qui va suivre quelque part dans le texte*: **Les décisions des personnes âgées concernant leur traitement, exprimées dans le plein exercice de leurs facultés, doivent être respectées par les services médicaux et les prestataires de soins.**)

(*Malte: placer le texte qui va suivre au paragraphe 23 bis*) (*UE: Bien qu'il faille préférer en principe un mode de vie autonome, il peut être judicieux pour les personnes âgées de vivre dans des établissements* (*États-Unis: ~~garantissant~~ présentant*) *UE, variante: offrant*) **un niveau élevé de compétence professionnelle et permettant d'éviter l'exclusion sociale. Toutefois, pour que ces conditions soient remplies, la vie en établissement doit être accessible à tous égards, la dignité des personnes âgées doit être respectée, des services sociaux suffisants et des installations et services suffisants pour** (*États-Unis: ~~les handicapés physiques ou mentaux~~ les personnes âgées présentant un handicap physique ou mental*) **doivent être assurés.**)

31 *ter* Les services sanitaires et sociaux, publics et privés, doivent être mieux coordonnés et mieux intégrés. Il faudrait appliquer des systèmes appropriés de prise en charge pour offrir la gamme de services nécessaire, comprenant services médicaux, services à domicile et soutien psychologique, aussi bien en établissement que sous forme de consultation. Il est nécessaire d'élaborer et de faire respecter des normes de formation professionnelle et de qualité. Les pouvoirs publics doivent faciliter la fourniture d'installations et d'appareils aux personnes âgées afin qu'elles puissent demeurer autonomes plus longtemps. (*États-Unis réserve sa position*)

31 *quater* Le vieillissement des populations de la région exige que les prestataires de soins professionnels et non professionnels possèdent des qualifications et des aptitudes professionnelles et personnelles suffisantes. Des programmes d'enseignement et de formation permanente à l'intention des professionnels des soins de santé et des services sociaux à tous les niveaux doivent être proposés et perfectionnés compte tenu de l'évolution des besoins des personnes âgées. Une formation doit être donnée aux prestataires de soins non professionnels. Vieillir en bonne santé et dans un état de bien-être exige un effort individuel tout au long de la vie et la présence d'un environnement propice au succès de cet effort. (*UE: réserve sa position sur la phrase qui précède*). En outre, la qualité de la vie et l'autonomie des personnes âgées grâce aux soins auto-administrés, à la promotion de la santé, à la prévention des maladies et de l'incapacité exigent de la part des personnes âgées elles-mêmes une nouvelle orientation et de nouvelles aptitudes. (**texte approuvé ad referendum, sauf avant-dernière phrase, en suspens**)

Garantir un financement suffisant des soins de santé et des services sociaux pour les personnes de tout âge (**texte approuvé ad referendum**)

32. Les mesures prises pour atteindre cet objectif doivent l'être avec le souci d'assurer l'efficacité, l'équité et la durabilité des dépenses. (*UE: **Les personnes âgées doivent recevoir des soins de santé en fonction de leurs besoins, sans faire l'objet d'une discrimination en raison de leur âge.***) (*Fédération de Russie: supprimer la proposition UE*) (*États-Unis: reporter la proposition UE dans le texte relatif aux droits de l'homme*). Il faudrait définir les objectifs sanitaires de manière transparente et y consacrer des ressources financières suffisantes afin d'optimiser les progrès de la santé. Il faudrait suivre l'effet du financement et de l'allocation des ressources sur la prestation de services sanitaires et la santé de la population.

(*États-Unis: supprimer la phrase qui va suivre*) (*UE: réserve sa position, préfère maintenir la référence à l'assurance ou à la fiscalité*) On encouragera (*Russie: la participation au financement collectif, par le biais de l'assurance ou par celui de l'impôt,*) (*Malte: ou par d'autres moyens*) (*États-Unis: On devrait encourager*) en même temps que le principe de la solidarité (*Malte: et de la mise en commun des risques*) (*UE: supprimer la phrase proposée qui va suivre*) (*AISS, Malte, Norvège, États-Unis: En particulier, un rôle de premier plan*) (*États-Unis: un rôle de premier plan s'il y a lieu un rôle important*) (*États-Unis: pourrait devrait*) revenir aux régimes de sécurité sociale, sous la forme d'une assurance maladie, de services de santé ou d'une assurance des soins de longue durée, (*Malte: et d'une assurance invalidité*) en tant que moyen de fournir de tels services.) (*Voir l'observation des ONG n° 26*) (*États-Unis: Des régimes de sécurité sociale, sous forme d'assurance maladie, ou d'assurance des soins de longue durée, peuvent jouer, le cas échéant, un rôle important en tant que moyen de fournir de tels services.*) (**en suspens**)

Permettre aux gens de faire des choix favorisant la santé (**texte approuvé ad referendum**)

33. ~~Des mesures sont nécessaires dans différents domaines pour~~ garantir un environnement propice et stimulant afin de préserver la santé et la qualité de la vie à un niveau optimal. (*Fédération de Russie: Il faut assurer la protection, la sécurité et des possibilités de développement* ~~Protection et sécurité~~) des personnes âgées, entre autres par le biais de politiques de logement et d'urbanisme, de manière à leur fournir un cadre de vie d'un prix abordable, sans cloisonnement (*Malte: sûr*) et adapté à leur âge (*Malte: sont très importants*); il faut veiller également à la sécurité alimentaire et promouvoir une alimentation saine, (*Fédération de Russie: de meilleures conditions pour*) l'exercice physique et des loisirs actifs (*Fédération de Russie: sont importants*). L'information et la formation jouent un rôle important en permettant aux gens de faire dès le jeune âge des choix bons pour la santé.) (*Malte: insérer ici le texte de l'actuel paragraphe 27 bis*) (**en suspens;** *Le secrétariat doit remanier ce texte en fonction de l'objectif du paragraphe 26, en y incorporant certains des éléments importants de ce paragraphe*) (*Suisse: se réserve le droit de soulever ultérieurement la question des conditions de vie des personnes âgées placées en établissement*)

CINQUIÈME ENGAGEMENT

(*UE: RÉFORMER LE SYSTÈME ÉDUCATIF POUR MIEUX TENIR COMPTE FAIRE EN SORTE QUE L'ENSEIGNEMENT TIENNE MIEUX COMPTE*) DES CHANGEMENTS DANS LA SITUATION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET DÉMOGRAPHIQUE ET (*UE: ET DANS LA VIE PERSONNELLE* **PROMOUVOIR L'ÉDUCATION PERMANENTE**) (*Canada: autre libellé proposé: PROMOUVOIR L'ACCÈS À LA CONNAISSANCE, À L'ÉDUCATION ET À LA FORMATION POUR AIDER LA SOCIÉTÉ À S'ADAPTER*) (*Secrétariat: AUX BESOINS D'UNE POPULATION VIEILLISSANTE À L'ÉDUCATION PERMANENTE*) (*États-Unis, Russie, Malte, Suisse: PROMOUVOIR L'ÉDUCATION PERMANENTE*) (*Président, Norvège: ÉTANT DONNÉ LES CHANGEMENTS DANS LA SITUATION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET DÉMOGRAPHIQUE*) (*BIT: incorporer la notion de «formation» dans le titre*) (**en suspens**)

34. Les sociétés contemporaines ont besoin de systèmes éducatifs efficaces, bien financés et complets, afin de s'adapter aux changements sociaux, économiques et démographiques. Ce sont tous les aspects de l'enseignement, notamment l'allocation et la distribution des ressources matérielles, financières et humaines, l'infrastructure et les programmes qui sont à revoir. Il faut privilégier la fourniture d'un enseignement de qualité à tout âge en traitant les apprenants comme des participants actifs. **Pour répondre aux besoins d'éducation propres aux personnes âgées, il faut mettre en œuvre des stratégies spécifiques et des mesures pratiques. Des programmes de formation aux nouvelles technologies sont particulièrement indiqués.** (*Suisse: la dernière phrase doit être déplacée*) **(texte approuvé, sauf place de la dernière phrase, en suspens)**

35. Il n'est plus possible que se succèdent l'apprentissage, le travail et les loisirs. Le système d'enseignement devra nécessairement s'adapter à la diversification de l'existence. (*UE: Les autres systèmes liés au travail et à la retraite devront aussi être réorganisés de façon plus souple*) (*États-Unis, Malte, Norvège, Fédération de Russie: supprimer le texte proposé par l'UE*) **(texte approuvé, sauf dernière phrase, en suspens)**

36. Les populations des pays de la région de la CEE n'ont jamais eu un niveau d'éducation aussi élevé et les personnes âgées peuvent offrir des ressources aux programmes éducatifs et autres programmes d'échange des savoirs. Néanmoins, les systèmes d'enseignement demeurent confrontés à de multiples difficultés. (~~États-Unis: L'illettrisme, plus fréquent parmi certains groupes, notamment~~ (*Canada: les personnes âgées,*) ~~les migrants et les membres de minorités, persiste et doit être combattu au moyen de programmes ciblés.~~) Il faudrait considérer tout ce qui tend à (*Malte: éradiquer l'illettrisme*) améliorer l'éducation de base des personnes âgées, (*UE: y compris celle des migrants et des membres des minorités,*) la formation professionnelle, l'éducation des adultes et les universités du troisième âge comme un investissement productif, bénéfique non seulement pour la croissance économique, mais aussi pour la qualité de la vie et le développement social en général des personnes âgées. Dans un certain nombre de pays, ces éléments se sont révélés un bon moyen de permettre à ces personnes de participer à la vie de la société. Il faut par ailleurs prendre conscience du décalage existant entre les connaissances et les compétences acquises par les jeunes dans le système éducatif et les exigences de l'économie et y remédier, ce dont toutes les classes d'âge tireront profit. Les jeunes pourront ainsi entrer plus facilement sur le marché du travail, ce qui atténuera les problèmes posés par la diminution du rapport population active/population sans emploi dont pâtit le système de protection sociale. **(texte approuvé, sauf deuxième et troisième phrases, en suspens)**

38 bis Les méthodes d'apprentissage dispensé sur place par les formateurs doivent être développées, le cas échéant, pour apprendre aux personnes âgées à se servir d'outils technologiques pour la vie courante, à employer les nouvelles technologies de la communication et à exercer leurs aptitudes cognitives, physiques et sensorielles. On accordera une attention spéciale à la formation des formateurs qui s'occupent de personnes âgées placées en établissements ou qui dispensent des soins à domicile aux personnes âgées. **(texte approuvé)**

(*UE: paragraphe nouveau*)

40 bis Il convient d'élaborer, de reconnaître et de mettre à la disposition de chacun, quel que soit son âge, des programmes d'éducation accessibles. Des mesures doivent être prises pour encourager la participation régulière à la vie scolaire sous tous ses aspects afin d'augmenter le taux de rétention et de réduire les abandons en cours d'études. Des programmes spéciaux doivent être mis au point pour ceux qui ont quitté

l'enseignement scolaire habituel afin de faciliter leur insertion/réinsertion sur le marché de l'emploi. Une mauvaise éducation peut avoir des répercussions néfastes tout au long de la vie et aboutir au chômage, à la difficulté de trouver un emploi qualifié, à des salaires bas et, par conséquent, à un niveau de vie faible. Elle peut aussi déboucher sur une mauvaise santé, l'arrivée prématurée de maladies et un taux de mortalité plus élevé.
(en suspens)

41. Les instruments internationaux en vigueur réaffirment le principe selon lequel aucun individu ne doit être privé de la possibilité de participer à la vie de la société et des bienfaits du développement socioéconomique. Plus que les autres, les personnes âgées risquent de se voir privées de cette possibilité; c'est pourquoi il est indispensable de combattre toutes les formes de discrimination et d'assurer la jouissance pleine et entière de tous les droits et libertés fondamentaux. Pour toute une série de raisons, (mobilité géographique, urbanisation, développement économique et inégalité d'accès aux institutions sociales et au marché du travail fondée sur l'âge), une ségrégation s'est installée et les personnes âgées ont du mal à s'intégrer dans la société (*Fédération de Russie*): ~~La situation est en particulier critique dans les pays de l'Europe méridionale et centrale qui se sont rapidement industrialisés et urbanisés et où les personnes âgées se retrouvent souvent seules dans des régions rurales, sans liens familiaux étroits ni accès à des infrastructures appropriées.~~ **De nombreuses personnes âgées des pays de l'Europe du Sud et de l'Est qui vivent dans des zones rurales isolées, sans soutien familial, éprouvent encore des problèmes particuliers, notamment en ce qui concerne l'accès à l'infrastructure et aux services).** Parmi les moyens de combattre l'isolement social et la marginalisation, la participation à la vie politique, économique, civique et culturelle joue un rôle important. Elle renforce la qualité de la vie des personnes âgées et contribue au fonctionnement des communautés et de la société dans son ensemble. **(texte approuvé, sauf avant-dernière phrase, en suspens)**

43. (*États-Unis*: **L'image que l'on donne du vieillissement et des personnes âgées dans une société joue**) un rôle décisif dans leur intégration et leur participation pleines et entières). (*États-Unis*: sans objet en français). (*Malte*: variante proposée pour la première phrase: **Il est d'une importance décisive de donner une image positive du vieillissement et des personnes âgées, notamment des femmes, dans la société**). (*UE*: ~~Le jour sous lequel sont perçues les femmes âgées est particulièrement important étant donné qu'elles constituent la majorité des personnes âgées.~~) Celles-ci sont, dans nombre de pays de la région, de plus en plus instruites, financièrement indépendantes et en meilleure santé. (*UE*: ~~Il faudra remplacer la représentation que l'on s'en fait, peu instruites, dépendantes et fragiles, pour mieux refléter l'amélioration de leur situation et de leur statut~~). (*Fédération de Russie*: ~~Dans les pays en transition, les conditions économiques~~ (*Malte*: ~~et le statut social~~) ~~de beaucoup de personnes âgées se sont détériorés.~~ (*Malte*: **n'ont pas atteint les résultats souhaités**) (*Président*: **temporairement**) ~~en raison des difficultés de la période de transition.~~ **Dans les pays en transition, la situation socioéconomique des personnes âgées demeure extrêmement précaire. Toutefois, depuis quelques années, on enregistre dans plusieurs de ces pays une évolution encourageante, de la situation d'ensemble s'étant améliorée.** Toutes les parties concernées doivent toutefois déployer des efforts particuliers pour promouvoir une image positive du vieillissement et des personnes âgées dans ces pays. **(en suspens)**

(UE:

43 bis Pour assurer l'intégration et la participation pleine et entière des personnes âgées dans la société, il est indispensable de donner une image positive du vieillissement.

Les femmes âgées sont particulièrement visées par les stéréotypes négatifs au lieu d'être décrites d'une manière qui reflète leur contribution. Il convient d'améliorer l'image des personnes âgées en tant que participants actifs). (en suspens)

45. Les mesures à prendre dans le cadre de cet objectif doivent être fondées sur l'idée que la contribution des personnes âgées à la société va au-delà de leurs activités économiques et reconnaître leur contribution à la famille, à leur groupe social et à l'ensemble de la société, l'encourager et la soutenir. À cette fin, des campagnes pourraient être menées dans les médias, et les programmes scolaires pourraient souligner la contribution des personnes âgées à la société. La famille a aussi un rôle important à jouer pour promouvoir une meilleure compréhension des contributions apportées par les personnes âgées. Celles-ci doivent également être considérées comme un groupe important de consommateurs doté de besoins, d'intérêts et de préférences communs et spécifiques. Les pouvoirs publics, les prestataires de services et la société civile doivent tenir compte des vues des personnes âgées sur la conception des produits et la prestation des services. La participation aux activités sociales, économiques, politiques et culturelles *(Malte: supprimer le texte qui va suivre)* *(Fédération de Russie: en particulier à titre bénévole, (UE: rémunérées ou) (Norvège: non rémunérées)* ne constitue pas seulement une précieuse contribution à la société, elle donne aussi une image favorable des personnes âgées et est importante pour lutter contre l'isolement social; tous les acteurs sociaux concernés doivent donc la faciliter et l'encourager sous toutes ses formes. La participation politique, en particulier, est capitale pour donner aux personnes âgées voix au chapitre et doit être particulièrement encouragée. Il faut supprimer les obstacles qui empêchent les personnes âgées, surtout les femmes, d'occuper des postes de décision aux niveaux national et local. Les pouvoirs publics et la société civile ne doivent négliger aucun effort pour intégrer les besoins et préoccupations des personnes âgées dans les processus décisionnels à tous les niveaux et dans tous les domaines. Les pouvoirs publics devraient encourager la création d'associations de personnes âgées et de mécanismes pour ces personnes aux échelons appropriés pour les représenter dans la prise des décisions grâce à des mesures adéquates. **(en suspens)**

(UE, Suisse: supprimer le paragraphe qui va suivre) (États-Unis: reporter ce paragraphe en tête du texte concernant le présent engagement) (Norvège: supprimer le paragraphe; inscrire une référence au NCOP en tant qu'exemple de pratique optimale) (Malte: Il est proposé d'ajouter le nouveau paragraphe suivant:

45 bis Les personnes âgées sont les meilleurs défenseurs de leur propre cause. Après l'adoption du Plan international d'action sur la vieillesse de Vienne, un certain nombre de pays ont créé des comités nationaux pour les personnes âgées afin d'apporter une réponse nationale dynamique et coordonnée au phénomène du vieillissement, notamment en protégeant les droits des personnes âgées, en assurant leur bien-être et en évaluant les politiques, programmes et services pour les personnes âgées. Ces comités nationaux se sont avérés extrêmement utiles pour veiller à ce que la contribution des personnes âgées aux processus de prise de décisions et leur participation à des organismes consultatifs ne soient pas seulement respectées mais effectivement transcrites dans la réalité). **(en suspens)**

46. La participation des personnes âgées à la vie locale contribue à sa qualité ainsi qu'au fonctionnement du groupe social. Les États, en consultation avec les autorités locales, les ONG et les représentants des personnes âgées, devraient donc encourager le maintien ou le développement de communautés faisant une place aux personnes âgées dans une démarche ouverte et concertée, qui vise de manière intégrée des domaines d'action tels que l'aménagement local, le logement, l'environnement, les transports, la santé, les soins sociaux, l'enseignement, le travail et les loisirs. (*Voir l'observation n° 34 des ONG.*) À l'intérieur de ces groupes sociaux, les acteurs concernés devraient être encouragés à mettre des équipements à la disposition des personnes de tous âges et inciter les membres des différentes générations ayant des intérêts analogues à se rencontrer, à nouer des relations et à partager des expériences. La création et le développement de centres de bénévolat devraient être encouragés de telle sorte que les jeunes et les personnes âgées puissent échanger soutien et services. (*États-Unis: supprimer la phrase qui va suivre*) (*UE: La production de* ~~Tous les intéressés doivent veiller à rendre~~) (*Malte: supprimer la première partie de cette phrase*) L'information (*UE: qui*) est (*Malte: doit être rendue*) accessible (*UE: sans objet en français*) aux personnes de tous âges (*Norvège: supprimer le reste de la phrase*) et (*UE: l'élaboration*) d'aménagements qui tiennent compte des personnes âgées, à la fois du point de vue de l'ergonomie et de la sécurité, (*UE: devraient être encouragées*). Les autorités locales devraient en particulier faire en sorte que les transports et les autres services d'infrastructure soient (*UE: fiables, accessibles et adaptés aux besoins des usagers*). Il faudrait mettre en œuvre des programmes (*UE, États-Unis: sans objet en français*) à l'intention des zones rurales et difficiles d'accès où les personnes âgées risquent de se trouver isolées, sans accès à (*UE: des familles une famille*) ni aux équipements sociaux ou autres. (*Le secrétariat proposera une variante*). (**en suspens**)
